

VI/ 16 - Entre incendies et inondations, de *la lutte contre le feu à la gestion des risques* : PPRI, principe de précaution et culture du risque.



Gapeau en période de sécheresse

A l'heure où l'horticulture pousse toujours plus avant l'artificialisation des sols, la séparation du végétal et de la terre, les travaux d'écologie fondamentale posent, à l'articulation de la santé et de l'environnement, la question de la fertilité comme catégorie globale. La reconversion de l'agriculture industrielle interroge l'héritage d'une terre empoisonnée par de décennies d'usage d'engrais et de pesticides dont les conséquences émergent dans le paysage humain, en termes d'infertilité de l'homme. Il convient d'interroger une autre composante, tout aussi fondamentale : l'eau, indissociable de la fertilité. L'histoire longue qui donne à lire sur deux siècles une inversion radicale du rapport de l'homme à l'inondation permet de souligner ici un des dysfonctionnements grave du rapport à l'eau auquel notre société est arrivée : comment cette valeur positive et partagée de l'eau, outil de la fertilisation de la terre, décrite par tant d'auteurs littéraires ou scientifiques aux XVIII et XIXe siècles a-t-elle pu devenir cette construction mentale, nommée *catastrophe naturelle* aujourd'hui ?

C'est sur le plan épistémologique que doivent se remettre en concordance des temps les deux chemins parallèles de la conquête technique d'une eau bienfaisante libératrice qui apporta la machine à laver dans les foyers, et celui de cette régression de la culture de l'eau en Provence dont les conséquences se lisent cycliquement de manière de plus en plus fréquente dans le paysage urbain des villes méditerranéennes en termes de voitures flottantes et de maisons inondées. L'histoire totale permet d'aller de l'une à l'autre.

En Mai 2003, se terminait l'enquête publique sur le PPRI (Plan de prévention des Risques et aux Intempéries). L'établissement du PPRI en l'an 2003 a soulevé des résistances passionnelles, autant de la part des agriculteurs que des organisations d'habitants, CIL des quartiers concernés. La quasi-totalité de la plaine du Gapeau est classée inondable ; les agriculteurs crient au suicide ; L'arbitraire des tracés des zonages fait grincer et souligne l'injustice d'un règlement devant lequel tous ne sont pas égaux.

Ce sont les grands incendies de 2001 qui ont mis à jour le retard dans lequel se trouvait le département du Var dans sa mise en conformité avec la loi : aucune commune ne possédait de PPRI. Celui de la commune d'Hyères appartient donc à cette vague de zèle administratif qui fait écho à ce que l'histoire de la conquête de l'eau donne à lire, de manière récurrente, au XIXe siècle¹ : ici, l'épidémie, là, la sécheresse servent de déclencheur et font enfin aboutir le projet de fontaine toujours reporté.

Le plan de Protection des Risques d'Inondations (PPRI) illustre la faillite de la réponse réglementaire à la question des inondations. Aujourd'hui, il fait l'objet d'un refus unanime de la part des agriculteurs et de leurs représentants, car il gèle la construction d'une partie importante de la plaine du Gapeau. La chambre d'Agriculture a même pris l'initiative d'élaborer un contre-projet. Son périmètre vient, utilement, au bon moment, aider à limiter l'urbanisation du côté Est de la ville. Le tracé fait l'aveu en lui-même des faiblesses de l'outil réglementaire, puisqu'il contourne hypocritement les parties déjà construites, comme le lycée du Golf-hôtel et les lotissements de l'Oratoire (cf. VI/6).

Sécheresse et inondations, comme les incendies, sont aujourd'hui les révélateurs de ce que l'urbanisation intensive du dernier demi-siècle avait oublié, notamment en région méditerranéenne : la force du cycle des saisons et la réalité d'une nature méditerranéenne violente. Endiguement des rivières, négation des rivières intermittentes, imperméabilisation des sols à outrance ont pris la suite des grands travaux de détournement de rivière engagés au XVIIIe et XIXe. Les phénomènes de masse du dernier demi-siècle ont généré des changements d'échelle. La manière dont l'eau ressurgit à la surface de l'actualité, avec ses images de voitures emportées dans des torrents de boue à *la Une* des journaux est le verso, en négatif, d'un aménagement urbain, qui, en positif, joue aujourd'hui, la reconquête des rivières et la valorisation de l'espace urbain au fil de l'eau.

Face visible, l'aménagement paysager de surface travaille le lien à l'histoire locale de l'eau sur le registre du motif décoratif. Ainsi la fontaine de la dalle Clémenceau de l'architecte Frédéric Rey en 1990 pour la dalle couvrant le parking sous-terrain de la nouvelle Place, jouait avec l'évocation de la figure du canal et le motif de l'eau courante à Hyères, en référence au Beal. (cf. VI/2) Face moins visible du travail complexe d'une politique de gestion de l'eau, la vision globale tenant compte de l'ensemble du bassin versant ne se fait pas. La réponse du PPRI se fait encore, en 2003, à l'échelle de la commune.

Nous avons alors contribué à l'enquête publique en rappelant l'intérêt qu'il y avait à *tirer les leçons de l'histoire* : Aux archives municipales, existait un rapport sur l'eau dressé par l'équipe municipale suite aux grandes inondations de 1956 où le Maire, M Clotis², énumérait en une vingtaine de points un programme complet des actions et travaux à prévoir, notamment celui de ne pas s'intéresser à la seule rivière du Gapeau mais au bassin versant intégrant l'affluent du Real Martin. Malgré son existence, sur place, dans les archives des services de la mairie, ce rapport ne figurait pas au nombre des sources consultées dans l'élaboration du PPRI. Il instaure dans ce récit une figure majeure du processus

¹ O Jacquemin, *Eau et fontaines du Var*, 1996, Edisud

² Le même hiver que celui, mémorable, du gel des oliviers. Cette compréhension de l'échelle pertinente du bassin versant relève, chez le Maire Clotis, d'une vision éclairée du territoire communal ; c'est sous son mandat que Port-Cros deviendra Parc national ; on lui doit aussi l'entrée dans le patrimoine communal d'un certain nombre de sites stratégiques, comme l'église anglicane...

contemporain de la production des paysages dont les traces ne sont que guère visibles : celle de *l'étude qui dort dans un placard*.

Il définit pour nous comme chantier à venir celui de collecter au titre des archives du paysage les sources de l'histoire des territoires, et de les rendre disponibles. Nous avons plusieurs fois eu l'occasion de montrer combien l'histoire du paysage et celle de l'eau, en premier lieu, puisait à des sources nombreuses et variées. L'enjeu d'une documentation du paysage n'est pas tant pas dans la création d'un centre d'archives spécifique, que dans le travail d'interface entre l'inventaire des sources et leur mise à disposition sur les sites, en amont des projets³.

Plus primordial encore semble être l'objectif de développer chez les multiples acteurs le réflexe de se défaire de l'usage de la rétention des études et celui de consulter des archives comme celui de constituer des archives, au delà du premier enjeu, qui est déjà celui de partager les sources. Pour l'eau (SDAGE⁴ en cours) comme pour les études d'urbanisme, il convient de souligner dans la pratique du diagnostic territorial le large déficit, tant de la capitalisation des études existantes que de celle de l'histoire des territoires.

Plus près de nous, l'histoire de la voie Olbia, tracée depuis Paris en « oubliant » la géographie climatique méditerranéenne et son régime torrentiel des eaux (cf. V/ 18) ne semble pas avoir servir de leçon, puisque le tunnel de la traversée souterraine de Toulon débouche exactement sur le passage de l'ancien lit de la rivière du Las, détournée par Vauban lors de la construction du port militaire. Les experts conviennent qu'il faut se préparer à voir, un jour, se passer à Toulon une catastrophe similaire à celle de Nîmes ou de Vaison la Romaine⁵.

La canicule de 2003 et les grands incendies des Maures de 2003 ont eu pour conséquence de remettre à l'ordre du jour un intérêt pour le climat. Dans la logique de « plus de culture et moins d'infrastructure », les politiques de prévention des incendies et des inondations ne pourraient-elles pas consacrer, outre les investissements en canalisations ou achats de climatiseurs et de brumisateurs pour les maisons de retraite et les interdits de construire pour les agriculteurs, un peu d'argent, un peu d'espace et un peu de temps à expérimenter, en alternative aux pratiques réglementaires des PPRI, un *vivre avec le climat* ?

La carte des eaux donnait à lire à l'échelle du territoire ce que la voie Olbia avait révélé en terme d'infrastructure (cf. V/18), une pensée technique qui construit un réseau d'adduction d'eau, artificialisation à l'échelle du bassin versant, en totale indépendance de l'hydrographie naturelle de ce même bassin. Jusqu'où peut aller le transfert des richesses, le transfert de la terre, le transfert de l'eau, le transfert des pierres des carrières qui alimentent le BTP ?

Nous avons, lors de l'étude sur l'eau littorale, pointé comme premier dysfonctionnement l'absence de contrôle et le caractère « hors la loi » des forages, qui se multiplient pour accompagner et « autoriser » un étalement urbain, qui s'affranchit des réseaux, poussant

³ La création de l'Agence d'Urbanisme de l'aire toulonnaise n'a pas échappé à la reproduction de ces deux logiques de l'urgence et du réflexe de rétention : Nous avons pu constater en 2005 que les acquis de l'histoire de l'aire toulonnaise commandée par la DDE en 1995 à Jean Charles Bruno n'étaient pas capitalisés pour engager la réflexion sur le SCOT.

⁴ Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau, propre à une rivière ou un fleuve.

⁵ Atelier du paysage décembre 2003, visite de la Vallée du Las avec G Olivari et P Maurel

encore plus loin le grignotage de la campagne par la ville. Cette fragilité de la nappe phréatique comme paysage public et patrimoine collectif à la merci de l'incivisme replace au-devant de la scène l'urgence et la nécessité d'une éducation citoyenne.

Une enquête menée par la Maison Régionale de l'Eau avait donné pour 30 % le nombre des jeunes ne connaissant pas même le nom de la rivière traversant leur commune. Alors que l'arrivée de l'eau du canal de Provence permet de s'affranchir du souci de l'eau rare, signe culturel partagé de tous les pays méditerranéens, cette perte de conscience et de connaissance de la nature méditerranéenne du climat a conduit à oublier que le Gapeau est un fleuve soumis au régime torrentiel des eaux, prêt à grossir rapidement sous l'effet de orages violents.

La reconquête d'une culture du risque et la place faite à l'invention dans un contexte de déréglementation semblent être des pistes à suivre, si l'on veut permettre aux agriculteurs de continuer à vivre dans la plaine inondable du Gapeau et aux touristes et personnes âgées de venir de plus en plus nombreux s'entasser sur les rivages méditerranéens. Une culture de l'eau héritière de celle de la Provence et de la Méditerranée, où l'homme a toujours su vivre en bonne intelligence avec les rythmes de l'eau, et manier l'art de l'équilibre entre le *trop* ou le *trop peu* d'eau est un défi d'éducation.

En 1997, « Mémoire à Lire, territoire à l'écoute » organisa pour les journées du patrimoine une exposition collective du nom de « *mon patrimoine à moi* », partageant l'espace entre cinq regards d'horizon différents. Sous le titre de « correspondance », associant écriture et photographie comme mode d'expression, je présentai une trentaine de tableaux des paysages hyérois, pour donner à lire mon point de vue sur les patrimoines paysagers hyérois. Cette étape, partie intégrante de ce travail, fut la plus importante de l'investissement de MALTAE en tant qu'acteur du patrimoine sur le territoire concerné.⁶ Après l'ouvrage et l'exposition itinérante sur « *Eau et fontaines du Var* » qui avait confirmé la valeur de l'outil « exposition itinérante » pour engager un processus d'interactivité et de réflexivité entre le public auquel je m'adressai, ce dernier devenant, à son tour, source documentant mon travail d'histoire, je poursuivis sur le thème de l'eau, en concluant avec une invitation à prolonger la recherche au-delà de la fontaine pour aborder l'eau comme patrimoine global, total et indivisible : Ce projet donna lieu à une recherche exploratoire du nom de « *L'eau dans tous ses états, pour un inventaire patrimonial de l'eau* ». Elle épuisait, au sens de Georges Perec, la diversité des usages et des valeurs du patrimoine matériel et immatériel de l'eau, à partir de l'écoute de trois communes pendant un an. La méthode avait aussi pour but de réintroduire dans l'histoire du paysage, en superposition à la linéarité du temps long, la dimension cyclique des saisons.

⁶ Les cinq années de 1996 à 2000 donnèrent lieu, parallèlement à l'écriture et l'édition des deux ouvrages « *Hyères, Territoires littéraires, des îles à la ville, écrits d'une ville* » et « *Hyères, une ville en images* », à la coproduction avec le service des affaires culturelles de cinq expositions chaque fois liées à la restitution publique d'une étape d'avancement de cette recherche.



« à Sumer, dans la version la plus ancienne du déluge, il est dit que ce sont les roseaux qui sauvèrent l'humanité de l'inondation annoncée. On ne sait trop pourquoi, les divinités avaient décidé d'anéantir l'humanité en noyant la terre ; mais le Dieu Ea eut pitié et confia le secret aux roseaux qui bordaient l'Euphrate.

Outanapisthim entendit leur bruissement et, sans retard, construisit le grand vaisseau salvateur »

Exposition « mon patrimoine à moi, Correspondances » Hyères 1997, photos et textes : O Jacquemin

Utiliser la figure paysagère locale de la *canne de Provence* pour un message dont le mode d'expression la liait à une référence au mythe et à l'origine méditerranéenne en soulignant la valeur universelle. Ce fut, avant de l'avoir théorisé, notre première application de cet usage d'un matériau du paysage local pour aller du local au global. La *canne* se révèle pour le paysage provençal être ce que la *terrasse* est pour le paysage méditerranéen, figures emblématiques, à partir desquelles connecter des contenus de registres différents, approches sensible - le vent dans les roseaux - , approche économique - la culture des roselières et de leur exploitation à échelle mondiale pour la fabrication des anches - , approche écologique, avec le rôle de régulateur joué par les plantations le long des berges, en période de crues, approche évaluatrice pour mesurer leur disparition conséquente à celle des fossés qui bordent les chemins ruraux, quand ces derniers font l'objet de travaux de voirie et d'élargissement ; enfin, approche pédagogique pour instaurer, au-delà du caractère fragmentaire de l'entrée, une vision globale.

Pendant de *la fontaine*, reliée, elle, à l'histoire des techniques de la conduite souterraine des eaux, *la canne* renvoie à cette réalité indivisible de l'eau et de la terre, qui donne sens à la catégorie de *terre fertile*.

Comme le dispositif technique de *la restanque*, fait pour gérer le *trop* et le *trop peu* de l'eau en climat méditerranéen, pour drainer le terrain, mais aussi pour conduire néanmoins l'eau

destinée à son arrosage, *la roselière* est le dispositif aménagé par l'homme à partir d'un matériau naturel pour s'adapter à vivre en climat méditerranéen, répondre au régime torrentiel des eaux et à l'existence des rivières intermittentes qui resurgissent parfois, malgré les sécheresses. Elle sert d'éponge naturelle et est la trace paysagère d'une époque pas si éloignée où les hommes savaient vivre avec les rivières et ses inondations. Les archives du XIXe évoquent cycliquement les débordements du Gapeau et la description de Victor Estalle dans son essai statistique et topographique de 1828 donne une vision enchantée du bord du Gapeau. L'inondation est liée à la valeur positive de fertiliser les terres et de procurer la richesse territoriale ; le bord du Gapeau est le lieu de promenade par excellence l'été, où se reposer des chaleurs de l'été. Le *vivre avec* l'inondation passait par un *vivre avec* le climat, reconnaissant des usages saisonniers aux pratiques des lieux, dans un mode d'habiter du territoire qui n'implantait pas les maisons en bord de rivière⁷. L'inondation et la sécheresse réintroduisent l'équilibre du *trop* et du *trop peu* sur le mode cyclique du temps, invitant à renouer avec une manière de vivre, qui savait *habiter les saisons*.

Ainsi, l'eau de l'inondation, posée entre la figure des canniers et la carte des zones inondables présentée dans le cadre du PPRI invite à changer de paradigme et remplacer l'assujettissement à un zonage par un nouveau contrat social, renouvelant le rapport à l'aléatoire, un savoir *vivre avec le risque*. La culture de l'eau des provençaux et des méditerranéens, renvoie à l'art de gérer des équilibres de faire avec le trop et le trop peu, *entre sécheresse et inondation*.

En apportant l'illusion d'un robinet ouvert en permanence, l'eau du canal de Provence a paradoxalement en terme de gains et de pertes conduit à délaisser ce savoir-*faire avec le peu*, cette intelligence de l'économie de l'eau que nous nous étions attachés à relever dans le travail sur l'Eau du Var, où l'eau de la fontaine, laborieusement gagnée, passait à l'abreuvoir, puis au Pesquier, puis au lavoir, enfin à la rigole d'arrosage avant de retourner fertiliser la terre en eau d'irrigation pour remplir les nappes à nouveau.

Sur l'axe du gaspillage et de pillage, avoir une vision globale par l'entrée du paysage c'est rendre indivisible la ressource, celle de la terre et celle de l'eau à boire, celle dont on a besoin pour fertiliser les sols, celle de cette véritable richesse des milliards de m³ qui s'infiltrent et remplissent les nappes, constituant la réserve et donnant aux sols leur fertilité.

⁷ En opposition aux *jardins de sécheresse* du jardin Saint Bernard de Hyères ou des terrasses d' Aiguebelle, au Lavandou, *les jardins arrosés* de la commune voisine de La garde, cinq fois inondés en 2001, montrent que non seulement ils s' accommodent de cet handicap mais d'une certaine manière, ils témoignent que l'inondabilité participe à protéger la plaine du Plan de l'urbanisation. Les jardins familiaux de La Garde, attestent, dans l'actualité du débat des PPRI, d'un usage remarquable et polyfonctionnel qui a toute sa fonction dans la ville contemporaine.

Golf-Hôtel : « La lumière sera faite sur les permis »

Le CIL du quartier fortement touché par les inondations de 1999 est prêt à attaquer en justice les responsables, « ceux qui ont accordé des autorisations pour construire »



En janvier 1999, les habitants des immeubles du Golf-Hôtel étaient victimes d'inondations exceptionnelles. Si aucune victime n'a été dénombrée, les dommages matériels de cette inondation ont été considérables. Le CIL du Golf-Hôtel veut désormais savoir si des responsables ont été désignés en matière de responsabilité. (Photos Christian Laroche)

« Cette position est erronée. Les intervenants du conseil municipal ont été prêts à engager une procédure judiciaire contre ceux qui ont fait bâtir des immeubles dans une zone à haut risque d'inondation. »

« On nous demande de faire que travaux - jusqu'à 30% de la hauteur de l'eau - de rendre nos habitations étanches sous peine de ne pas être indemnisés en cas de nouvelle crue. Nous imaginons l'impact sur le budget municipal. »

« Entre sécheresse et inondation », la route au croisement de l'arrêt du bus Salusse, jusqu'où est descendu l'incendie des Maures de l'été 2005 et, en face, l'entrée du lotissement Victor et Jean Salusse, victime des inondations régulières du Gapeau : ancrage territorial mal situé pour la mémoire de l'enfant du pays qui fonda la Caisse des Monuments historiques et y initia les chantiers de jeunes de restauration du patrimoine : ces expériences fondatrices d'un autre rapport au monde, pour des vacances ; en 2002, la commune engagea avec l'APARE ses premiers chantiers de jeunes pour la restauration des terrasses du château. Ainsi, il est encore possible, aux jeunes sans ressource, de venir passer des vacances sur la Côte d'Azur : chantiers de débroussaillage et de nettoyage de rivière sont pourvoyeurs d'occasions ...

Cette vision globale conduit, par exemple, à inverser le point de vue sur Amphitria, la station moderne d'épuration de l'aire toulonnaise, fleuron du progrès sanitaire, de l'épuration d'eau et fierté de la communauté d'agglomération, qui grâce à cet équipement, rejette en mer des eaux épurées. Le gain en qualité des eaux, du point de vue de l'environnement, côté mer, se trouve aujourd'hui relativisé par la vision du colossal gaspillage que représente de détourner de leur vocation naturelle des millions de m³ d'eau, directement rejetés en mer sans avoir pu répondre à leur première fonction de fertiliser la terre et de remplir les nappes. Aujourd'hui, la croissance exponentielle des besoins d'eau pour l'aménagement urbain du littoral, de ses piscines, de ses golfs, rendu possible par les transferts de bassin et des artificialisations à échelle gigantesque assèche le substrat et les périls écologiques des assèchements et pollutions des nappes phréatiques modifient l'évaluation d'équipements tels la station Amphitria, dont les bienfaits pour l'environnement marin sont pourtant incontestés.

Il convient de ne pas masquer les conséquences de l'artificialisation des éléments naturels par l'homme derrière des mutations de climat et de réinstaurer une histoire totale, d'une eau indivisible, qui mette en vases communicants, eau de la terre et eau de la mer, eau douce et eau salée, eau naturelle des bassins versants et l'eau forcée des conduites jusqu'au robinet, eau urbaine et eau rurale.

Utiliser l'histoire du paysage comme approche globale pour décroisonner les territoires et les thématiques souligne en premier lieu ce lien primordial que se partagent terre et mer,

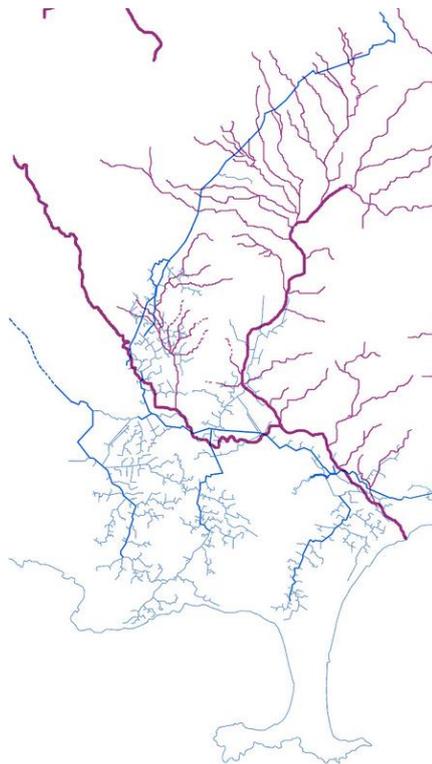
une eau à la fois territoire et outil, patrimoine matériel et immatériel, culturel et naturel. L'eau devient le fil directeur privilégié de la problématique terre/mer.

L'eau agit comme un révélateur, et permet d'anticiper.

Dessiner la rade d'Hyères comme celle d'un grand jardin marin enrichit la typologie des jardins, dans leur rapport à l'eau : ainsi, en opposition au *jardin arrosé*, le *jardin immergé* enrichit la typologie des jardins, et prend place à côté du *jardin sec* et du *jardin inondé* dans la catégorie des jardins qui n'exigent pas d'arrosage.

En réponse aux crises et aux nouveaux questionnements sociétaux, il apparaît nécessaire de changer de paradigme et déplacer la question de l'infrastructure pour conduire de plus en plus grosses quantités d'eau sur des transferts et des trajets de plus en plus longs vers une question de culture, celle d'un autre rapport à l'eau, qui renoue avec le savoir-faire méditerranéen, son art de maîtriser le *trop* et le *trop peu*, et sa gestion économe de l'eau.

Faire de l'eau une des nouvelles infrastructures du territoire, comme composante de la fertilité de la terre mais aussi comme composante culturelle, c'est inviter à retrouver un chemin de l'eau qui ne soit pas seulement celui de suivre la pente gravitaire, au plus près de la ressource, mais celui qui invite à suivre tous les chemins de l'eau, celui qui relie le Verdon au littoral, comme celui du Rhône qui relie, par l'histoire des Schneider, le site des Bormettes de la Londe les Maures à celui du Creusot Monceau les Mines.



Chassé-croisé des réseaux naturel et artificiel de l'eau dans la vallée du Gapeau La carte illustre la volonté de raisonner à la fois à l'échelle du chevelu hydrographique d'un bassin versant et du réseau artificiel de transfert de bassin, notamment des eaux du Verdon et de la Durance.

L'eau, entre ressource naturelle et valeur culturelle, entre *trop* et *trop peu*, ouvre aussi comme chemin de l'eau, celui d'une attitude, d'une éthique d'un positionnement face aux questions de gaspillage et de partage.

L'eau apparaît comme le principal fil directeur de compréhension des territoires, une des catégories les plus productives de *l'entre terre et mer* qui dépasse les frontières et décroïssonne. Elle devient un vecteur pédagogique pour retrouver une culture citoyenne, et restaurer une citoyenneté du droit et du devoir. Les paysages de l'eau, entre rareté et abondance, dessinent les figures du deux poids deux mesures, des deux vies qui n'ont pas le même poids, dans les pays du Nord de la Méditerranée et les pays du Sud. Du local au planétaire, la conscience d'une eau indivisible et finie en quantité contribue à construire une « *citoyenneté de l'entre terre et mer* », où mettre en balance les budgets du pentagone par jour pour l'armement, le milliard de m³ d'eau perdu dans les gaspillages et les budgets en jeu pour donner de l'eau propre aux milliards d'individus qui ne possèdent pas le minimum d'eau pour survivre.

La Méditerranée, comme mer, devient une, parmi les innombrables figures des paysages de l'eau, pour inviter à relier, dans la réciprocité des échanges migratoires, les hommes, les plantes, les oiseaux, ou les vents.

Aujourd'hui, dans l'enjeu difficile de la maîtrise de l'urbanisation, à l'image du papillon dont dépend l'avenir de la palmeraie azurée, l'eau apparaît comme une alliée⁸, seule capable aujourd'hui à fixer des limites de l'urbanisation, pour une sauvegarde de l'agriculture, pour aider à construire ce nouveau contrat social entre la ville et sa campagne, et « sortir de mur ».

C'est en conclusion de l'étude exploratoire « pour un inventaire patrimonial de l'eau, l'eau dans tous ses états », en 1997, que nous avons proposé une méthode pour un inventaire global. Sur cette proposition d'une figure de l'eau, indivisible « l'eau dans tous ses états », nous avons extrapolé la démarche de l'histoire totale en prenant l'eau comme fil directeur privilégié pour poser les questions fondamentales de la gestion du patrimoine ; au-delà de l'eau c'est le sujet du patrimoine et les moyens de sa valorisation qui étaient alors explorés : le but était de remuer, face aux acteurs institutionnels et aux attitudes classiques de la conservation. A la place de celle-ci, nous avons proposé les rôles de la veille et de la bonne garde, en suggérant que « pour être gardien d'un territoire, il fallait sans doute emprunter autant à la sagesse du gardien du temple qu'au voyeurisme de la concierge de l'immeuble. C'est dans la mutualisation des deux, en s'appuyant sur les valeurs du partage et la richesse de la pluralité des savoirs que pourrait se transmettre un patrimoine ».

A Hyères, l'histoire de l'eau, concentrée sur celle de son fleuve et des enjeux de son PPRI, entre eau rurale et eau urbaine, prend valeur de lien territorial entre les massifs de la Sainte Baume et des Maures et la communauté d'agglomération : Il désigne aux alentours de l'estuaire du Gapeau, là où la tour Simone Berriau a remplacé la Tour du guet, le lieu de *l'Ayguade*, la source sous-marine où la flotte de la marine venait de tout temps s'approvisionner en eau. C'est à proximité, au petit port des Salins, que le bateau

⁸ Interview du maire des Gets, magazine radiophonique de France Culture « vivre sa ville » août 2005,

citerne appelé « le Gapeau » a coutume d’approvisionner les Iles, quand les réserves viennent à manquer⁹ .



Deuxième artificialisation du Gapeau, le bateau citerne, ainsi nommé, qui alimentait les Iles en passe d’être remplacé par un aqueduc.

Pour une pédagogie du paysage, le dernier épisode de l’histoire de l’eau contemporaine à Hyères fournit la figuration d’un autre débat : en écho à cet usage de l’eau sous-marine, fondé historiquement jusqu’à rester dans la toponymie¹⁰, l’alimentation des îles en eau potable impose de choisir : conduire l’eau de la terre vers les îles en passant sous la mer ou renouer à cette vision fusionnelle de la ressource, où existe, à côté du *jardin inondé*, la *source sous-marine*.

Le débat est ainsi posé :

- Coté face visible : à la *Une* de la presse, un article informe de l’avancement de l’aqueduc souterrain destiné à alimenter en eau Porquerolles et son million de visiteurs, question que les dernières sécheresses estivales remettent sous les feux des projecteurs : il s’agit de poursuivre la séparation technique de l’eau douce et de l’eau salée, comme il y a deux siècles, lors des premiers grands travaux d’assèchement des marais.
- Coté face *non entendue*, demandant le droit à la parole, depuis deux ans, M Puget, habitant de Puget-Ville et sourcier par goût et par *don cultivé*, tente vainement de se faire entendre des autorités pour l’aide modeste qu’il demande - un plongeur et un transport en véhicule jusqu’aux plages Sud de l’île, en égard à son grand âge - le temps de vérifier les hypothèses qu’il a établi sur la présence de sources sous-marines à moins de 15 m de profondeur, juste au sud de l’île. Ainsi, cohabitent dans le paysage de l’eau non seulement deux visions du monde, deux rapports à la nature mais deux rapports à la technique. C’est ici, une des entrées d’un paysage utile pour une culture scientifique et technique, qui ouvre à la réflexion sur le rapport de l’homme à la technique.

⁹ O Jacquemin, *Eaux et fontaines du Var*, op.cit

¹⁰ Le quartier de l’Ayguade tire son nom de celui de la source où venaient s’approvisionner les bateaux de la marine

Encore une fois, la non concordance des temps fait regarder avec effroi l'hypothétique source sous-marine qui pourrait rendre obsolètes les décisions déjà « actées » et remettre en cause des marchés importants déjà passés. Elle souligne ce véritable défi de formation des génies territoriaux qu'il convient d'inventer : Il ne s'agit pas tant de changer les esprits pour accueillir la vision du monde de l'autre, ici, ce rapport à la technique différent, d'une culture d'ingénieur à un savoir-faire terrien : Le préfet Haussmann de 1848 avait admiré lorsqu'il arpentaient le département du Var l'ingéniosité de ces paysans à conduire l'eau ; nous avons noté, à cette date, une culture territoriale qui procédait de manière additive, sans exclure le savoir-faire paysan ; quelques années avant, en 1835, le Conseil général lui-même organisait les tournées de l'Abbé Paramelle pour faire bénéficier le département de ses éventuelles découvertes de sources nouvelles¹¹. La principale difficulté semble être celle de maîtriser la complexe conciliation des différentes échelles de temps des processus multiples en jeu. Mettre en œuvre des conditions de réflexivité, devrait permettre d'instaurer dans les processus, y compris les processus lourds, le fonctionnement de l'aller-retour, du droit à l'erreur de diagnostic, celui de réviser une position ; surtout, il devient urgent d'apprendre comment ouvrir aux acteurs locaux la possibilité d'entrer dans le processus pour l'infléchir et l'enrichir.



Embouchure du Gapeau

Ainsi l'eau, comme paysage, l'eau du fleuve qui inonde la terre ou la ville, l'eau de la source ou de la conduite, sous-marine ou souterraine, en pente naturelle ou forcée, ouvre à l'infini et de manière indivisible, les questions qui permettent aux hommes d'habiter le territoire comme un grand jardin d'essai, où s'essayer à revisiter, de manière globale, en chaîne, leur rapport à la nature, leur rapport au temps, leur rapport aux saisons, leur rapport à la technique, leur rapport au risque, leur rapport à la culture, leur rapport à eux-même.

¹¹ « Un siècle d'une vision de nature sur la Côte des Maures », Rencontres du paysage *Construire la veille, du paysage, entre accueil et migration* O Jacquemin 2003

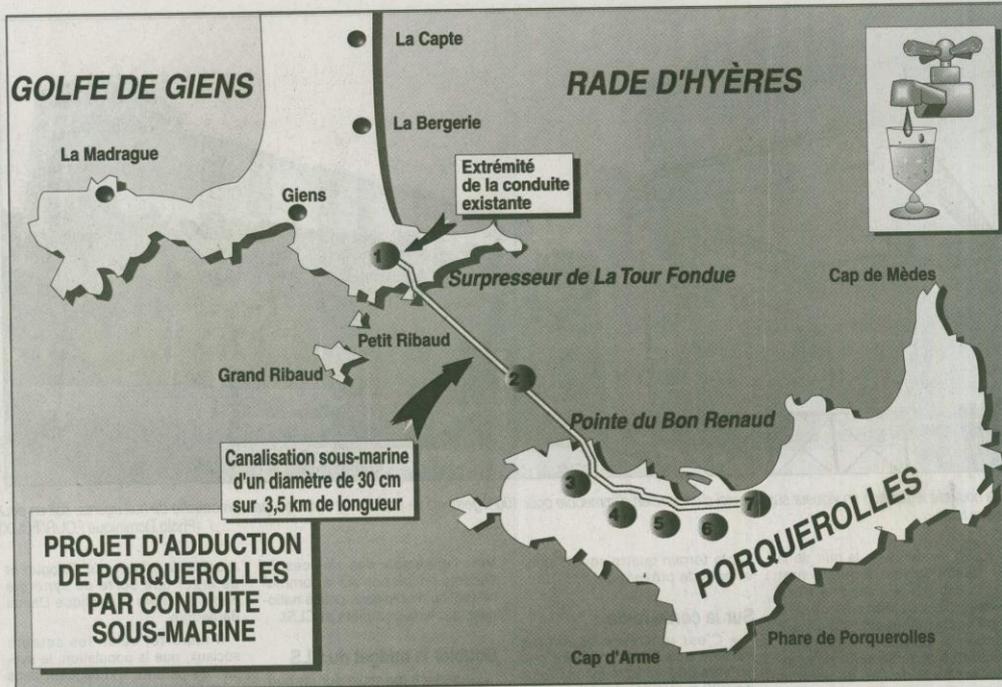
5-1-2002

Hyères

ENTS : 15, avenue Joseph-Clotis — Tél. 04.94.12.81.90 — Fax 04.94.12.81.99 — PUBLICITÉ : 8, avenue des Iles-d'Or - HYÈS

Porquerolles : l'eau attendue du continent

Un niveau des nappes de plus en plus bas et une teneur en chlorures de plus en plus préoccupante pour l'environnement. La solution ? Apport d'eau extérieur par une conduite sous-marine



La canalisation sous-marine qui reliera la Tour-Fondue à l'île de Porquerolles aura une conséquence moindre sur l'herbier de posidonies. (Infographie G. Barelli)

L'île de Porquerolles s'auto-alimente en eau potable. Mais jusqu'à quand ? s'interrogent inquiets le fermier, la Générale des Eaux, la commune et le parc national de Port-Cros. Ceux-ci ne sont pas alarmistes mais ne cachent pas leur inquiétude pour les années à venir : le niveau des nappes ne cesse de baisser et les ressources souterraines de l'île ne permettront pas à terme de satisfaire convenablement les besoins en eau de l'île dont la consommation annuelle est de 115 000 mètres cubes d'eau.

Teneur en chlorure supérieure à la norme

Car le constat est sans appel : l'augmentation du pompage de la nappe phréatique augmente les teneurs en chlorure de sodium. Lesquels sont déjà supérieurs à la norme de 200 mg/litres, la commune ayant obtenu une dérogation du conseil supérieur d'hygiène publique de France pour doubler le seuil. Qui plus est, « continuer à alimenter l'île en eau potable par

l'utilisation des ressources souterraines signifie la dégradation certaine de ces ressources. Plus on exploite, moins la nappe a le temps de se régénérer », met en garde le fermier. Et la salinité n'est pas sans risque sur la biodiversité.

Etude comparative

Ce problème de gestion des ressources a conduit la commune à consacrer 152 449 euros à la réalisation d'une étude comparative sur les différentes solutions pour l'alimentation en eau potable de l'île. Laquelle, programmée en 2002 sera doublée d'une cartographie des fonds et des herbiers entre la presqu'île de Giens et l'île de Porquerolles.

Retenues collinaires, usine de dessalement de l'eau de mer, ressources intrinsèques de l'île, apport extérieur d'eau : les solutions ne manquent pas. Mais la municipalité, via son service de l'environnement, a déjà marqué sa préférence. Elle est favorable à l'apport extérieur d'eau avec la mise en place d'une conduite

sous-marine, reliant la Tour Fondue au réservoir de la pointe du Bon-Renaud sur Porquerolles. Un projet

- ✓ **Consommation : 115 000 m³ par an**
- ✓ **Fonctionnement : coût moindre**
- ✓ **Mesures restrictives l'été**

qu'elle défend bec et ongles aux côtés de son fermier dont les premières études insulaires remontent aux années soixante-dix. Et l'idée d'une canalisation sous-marine a germé dès les années quatre-vingt-dix. Mais craignant que cela conduise à une urbanisation de l'île, elle n'a jamais dépassé le stade du projet. Et même si le POS de l'île a montré ses limites, ce projet n'a toujours pas reçu un écho favorable des services de l'Etat (DDE et DDAS).

A convaincre

Lesquels demeurent dubitatifs quant aux conclusions apportées par la Ville et son fermier. Les données sur l'usine de dessalement d'eau de mer expérimentée à Port-Cros, celles de la salinité de la nappe qui ne peut aller qu'en s'accroissant, et les études poussées par rapport aux retenues collinaires au déficit flagrant n'ont pas réussi à convaincre. De quoi décourager mais pas assez suffisamment pour abandonner ce projet. Ses défenseurs mettent en avant les atouts financiers, avec un coût de fonctionnement moindre par rapport à l'investissement initial, et environnemental. En attendant, des mesures de restrictions de consommation d'eau sont prises, depuis deux ans, l'été, à l'encontre des gros consommateurs, la CCI et l'IGESA. Faudra-t-il, à long terme, les intensifier et les élargir à d'autres abonnés si aucune solution n'est trouvée ? La question mérite, elle, de ne pas tomber à l'eau.

Catherine PONTONE.